



MINUSCA

CONFERENCE DE PRESSE HEBDOMADAIRE DE LA MINUSCA
Mercredi, 23 mars 2022

Textes

- Vladimir MONTEIRO, porte-parole de la MINUSCA
- Lieutenant-colonel Abdoul Aziz OUEËDRAOGO, porte-parole de la Force
- Capitaine Mazalo AGBA, porte-parole de la Police

PORTE-PAROLE DE LA MINUSCA

La Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général des Nations Unies en République centrafricaine, Lizbeth Cullity, a pris part lundi, 21 mars, à l'ouverture du dialogue républicain.

Dans une déclaration à la presse, la Représentante spéciale adjointe a réitéré le soutien de la MINUSCA au dialogue républicain, et précisé que la Mission va continuer à plaider pour un retour de l'opposition à ce forum.

De même, le Représentant spécial et Chef de la MINUSCA, Mankeur Ndiaye, a qualifié le dialogue républicain de "chance extrême pour la RCA", et appelé "tous les acteurs centrafricains à trouver un compromis dynamique et historique, pour permettre à ce dialogue de se tenir et se terminer avec des conclusions consensuelles qui feront avancer le pays".

Le mandat de la MINUSCA prévoit d'aider les autorités centrafricaines à mener à bien un dialogue républicain pleinement inclusif. La Mission apporte une contribution financière de 50.000.000 de francs CFA ainsi qu'un soutien logistique à l'organisation de ce forum qui doit prendre fin le 27 mars. De même, trois observateurs de la Mission prennent part aux travaux.

- Après des rencontres et des échanges entre la MINUSCA et les autorités centrafricaines, les quatre conteneurs comportant du matériel militaire destiné à la Force, ont été restitués lundi à la Mission.

Lesdits conteneurs avaient été saisis à leur arrivée à bord de deux camions, le 14 mars à Beloko (nord-ouest de la République centrafricaine), puis transférés à Bangui où ils ont fait l'objet d'une inspection, le 18 mars.

La MINUSCA condamne vivement les publications mensongères, liées à cet incident, diffusées sur les réseaux sociaux et par les médias, à l'instar de Radio Lengo Songo, Ndjoni Sango, Le Potentiel Centrafricain et La Fraternité, et dénonce la tentative de manipulation de l'opinion publique à l'encontre de la Mission.

PROTECTION DES ENFANTS

- Entre le 11 et le 17 mars, la MINUSCA a documenté 19 incidents de violations graves des droits de l'enfant, dont les auteurs sont surtout des agents étatiques et autres personnels de sécurité (15) mais aussi des groupes armés. Les incidents documentés sont des cas de recrutement et exploitation d'enfants (13), de mutilations (3), d'attaques contre des écoles (2) et de déni d'accès humanitaire (1).

Par ailleurs, la section de protection des droits de l'enfant a organisé 11 sessions de sensibilisation et de formation à Bangui, Bouar, Paoua et Kaga-Bandoro, qui ont touché 253 participants, parmi lesquels 111 femmes.

BUREAUX RÉGIONAUX

- Au cours de la semaine écoulée, le bureau de Kaga-Bandoro et le contingent burundais (BURBATT) ont lancé deux projets à impact rapide pour la construction et l'équipement des mairies de Mala (60 km, axe Dekoa-Grimari) et Ndjoukou (70 km, axe Galafondo-Kouango), dans la préfecture de la Kémo. Les deux cérémonies ont réuni les sous-préfets, les autorités locales, les leaders communautaires et les partenaires de mise en œuvre.

Dans la préfecture de la Haute-Kotto, le bureau de la MINUSCA à Bria a lancé deux projets à impact rapide pour la construction des mairies de Daho Mboutou et de Daba Nydou. Ces projets offriront aux responsables municipaux un cadre opérationnel leur permettant d'exercer leurs fonctions dans la gouvernance et le développement local.

- La MINUSCA a poursuivi son appui aux autorités nationales dans la sensibilisation et la vulgarisation des lois sur les collectivités territoriales et les circonscriptions administratives en direction des fonctionnaires des préfectures, des autorités locales et des populations. La semaine écoulée, la section des Affaires civiles de la Mission a appuyé le ministère de l'Administration territoriale et de la décentralisation dans l'organisation de plusieurs sessions à Obo (Haut-Mbomou), Bossangoa, Batangafo, Nana-Bakassa, Nangha-Boguila et Markounda (Ouham-Pendé), Gambo et Ouango (Mbomou). Les sensibilisations se poursuivent cette semaine notamment à Bakouma et Rafai, dans la préfecture du Mbomou.

- Le 18 mars, 30 femmes leaders des associations et groupements féminins de la sous-préfecture de Paoua ont pris part à une session destinée à les sensibiliser et les mobiliser autour des processus locaux de paix et des élections locales. De même, Bouar, Obo et Bangassou ont accueilli des réunions dirigées par le ministère de la Jeunesse et le Conseil national de la jeunesse pour diffuser des documents stratégiques et un plan d'action opérationnel pour le développement et l'implication des jeunes dans le processus de paix, la réconciliation et les élections locales. Ces initiatives sont soutenues par la MINUSCA.

COVID-19

Les chiffres de la Covid-19 au sein de la MINUSCA en date du 22 mars 2022:

- Cas accumulés	1242
- Cas guéris	1223
- Cas actifs	1

PORTE-PAROLE DE LA FORCE DE LA MINUSCA

La situation sécuritaire a été relativement calme sur toute l'étendue du territoire. La partie ouest du pays continue d'être au centre de l'attention de la Force, qui a lancé depuis le 1^{er} mars 2022 une opération dans cette région avec une priorité pour les villes de Bossangoa et Bocaranga et leurs environs. Dans les autres régions, la Force maintient une présence accrue dans les zones instables et poursuit la surveillance des zones de transhumance.

S'agissant de la situation sécuritaire dans l'Ouest, la Force mène depuis le 1^{er} mars une opération conjointe de domination de zone dans toute la région, avec des efforts particuliers sur les zones de Bossangoa et de Bocaranga, avec pour objectif d'empêcher la manœuvre des groupes armés et ainsi assurer la protection des civils. Plus d'une vingtaine de patrouilles aériennes ainsi qu'une centaine de patrouilles robustes ont déjà été effectuées. Jour et nuit les casques bleus des contingents camerounais, portugais, bangladais et tanzaniens déployés dans toute la région ont accentué leurs actions par des check-points, des manœuvres de dissuasion et des actions de sensibilisation sur la menace des engins explosifs.

De nombreuses actions civilo-militaires ont également été menées dans plusieurs localités depuis le début de l'opération. En ce moment même, le Commandant de la Force, le Général de corps d'armée Daniel Sidiki Traoré, accompagné de son adjoint le Général Paulo Emanuel Maia Pereira, des représentants des différentes composantes de la MINUSCA et d'une délégation participent à des activités de soutien à la population. Il s'agit de dons par la force de réaction rapide portugaise de jouets et d'équipements sportifs à plus de 700 enfants et élèves des écoles primaires de Badok et Bokongo, ainsi qu'au lycée de Bocaranga. Les médecins bangladais, quant à eux, administrent des soins médicaux et des traitements gratuits à des patients et à toutes personnes qui le désire, et ce à titre gracieux.

Dans la région Centre, environ 70 personnes du village de M'Bretcheo situé à 21 km d'Ippy ont trouvé refuge autour de la base temporaire MINUSCA de Tagbara le 20 mars, suite à des menaces d'éléments anti-balakas. Les soldats de la paix mauritaniens ont immédiatement envoyé hier 21 mars une patrouille dans la zone pour s'enquérir de la situation sécuritaire.

Dans la partie Est de la RCA, la situation sécuritaire est fortement marquée par la présence signalée d'éléments armés de l'UPC à Sam-Ouandja (à 320km Nord-Est de Bria), dans la Préfecture de Haute-Kotto, après le départ des FACA. La zone de Zemio reste marquée par des apparitions suivies d'extorsions de vivres et d'argent d'éléments armés dans le village de Tambourah. Des mouvements de bandits venus de la frontière soudanaise sont également signalés par les locaux, créant une certaine panique chez les populations. Pour rassurer et protéger les populations les unités zambiennes ont dépêché des patrouilles autour de ces zones.

A Bangui, la Force poursuit son appui logistique au déploiement des FACA dans la ville de Birao débuté la semaine dernière. Les unités de l'État-Major intégré continuent la protection des institutions de l'État et assurent en coordination avec les FSI des actions pour endiguer la criminalité urbaine.

Lors de travaux de fixation de la fibre optique par le ministère des télécommunications, les équipes sur le terrain ont découvert des roquettes non-explosées dans la zone de Boali. Après des échanges avec le leadership de la mission, la Force a envoyé une mission de reconnaissance le 18 mars. Dès le lendemain, les unités spécialisées en neutralisation d'engin explosif du contingent indonésien ont procédé à leur destruction, ce qui permettra la poursuite des travaux. Les forces de sécurité intérieure ont participé à l'opération en établissant un périmètre de sécurité jusqu'à la fin des travaux. La Force se tient toujours disponible à appuyer le gouvernement en cas de sollicitation.

PORTE-PAROLE DE LA POLICE DE LA MINUSCA

Le chef de la composante Police de la MINUSCA, le Commissaire Christophe BIZIMUNGU, a été reçu le 18 mars par le ministre de l'Intérieur et de la Sécurité publique, Michel Nicaise Nassin, avec lequel il a eu des échanges très fructueux.

Les discussions entre les deux personnalités ont porté sur la collaboration entre UNPOL et le Ministère.

APPUI OPERATIONNEL

Les unités de Police constituées et de protection rapprochée continuent les missions d'escorte et de protection des hautes personnalités. De même, les équipes UNPOL de colocation de Bangui, conjointement avec les FSI et l'Etat-major intégré de Bangui (JTFB), intensifient leurs patrouilles mixtes dans la ville de Bangui.

En régions, dans le cadre du règlement pacifique des problèmes liés à la transhumance, des séances de sensibilisation ont été organisées par UNPOL dans certaines localités, notamment aux quartiers de Bamou à Kaga-Bandoro, Bornou à Bambari, Maliko à Bangassou, SEFCA1 à Berbérati et Bokita 2 à Batangafo.

Les 16, 17 et 18 mars à l'école préfectorale d'Obo et à la place de la coordination de Bria, les UNPOL ont apporté leur appui aux FSI pour la sécurisation des opérations de distribution de vivres au profit des personnes déplacées internes. Lesdites opérations ont été organisées par le Programme Alimentaire Mondial (PAM) en partenariat avec une ONG internationale.

Dans le cadre de la protection des civils, de la promotion de l'État de Droit et de l'extension de l'Autorité de l'État, les UNPOL ont animé des séances de mentorat, monitoring et conseil au profit des FSI. Ces séances ont porté sur des thèmes comme l'abus de confiance, le respect des délais de garde à vue, entre autres.

RENFORCEMENT DE CAPACITES

Clôture le 18 mars de quatre sessions de formation au profit des FSI en Police Technique et Scientifique (PTS), droits et protection de l'enfant, Police de Proximité et en Informatique, respectivement à Logbase, au Camp Izamo, à l'École Nationale de Police et à la Direction de la Sécurité et de la Police Judiciaire. La première unité de Police constituée du Cameroun basée à Bouar a mené le 17 mars, une campagne de consultations et de prise en charge des malades au profit des populations des localités de Yole, Bwabouziki et Ndallé situées dans la périphérie de Bouar. La campagne médicale s'est déroulée au dispensaire « Enfant Jésus de Yole » au profit de près de 300 personnes. Des médicaments et fournitures médicales ont été remis au district sanitaire de Bouar.

La section genre et le réseau des femmes UNPOL MINUSCA ont remis un don aux enfants et aux femmes vulnérables de Boali (53 km de Bangui), le 19 mars, composé de vivres, pagnes, produits pharmaceutiques et autres matériels. Le leadership UNPOL et les autorités locales de Boali, avec l'appui du personnel féminin de la Force et des FSI, ont pris part à cette activité qui marque la fin des célébrations par UNPOL, de la journée internationale de la femme édition 2022.

© SCPI 2022